

Conclusion et recommandations

Marc Pilon

Combinant travaux de synthèse et réflexions critiques sur le triptyque « population, éducation et développement », et axés prioritairement sur l'Afrique subsaharienne, l'ensemble des contributions à cet ouvrage met en évidence les points suivants : (1) l'importance des enjeux et des défis ; (2) la multiplicité et la complexité des interrelations, avec un rôle crucial mais ambivalent de l'éducation scolaire ; (3) un énorme besoin de connaissances ; (4) la nécessité de penser l'éducation au-delà du seul champ scolaire.

De cet exercice, un certain nombre d'enseignements et de recommandations nous semblent pouvoir être tirés.

Sur le plan des politiques

- Il apparaît essentiel que la conception et la mise en œuvre de toute politique éducative prennent en compte l'importance du facteur historique qui fait que les évolutions politiques, démographiques, économiques et sociales des pays du Sud se font à la fois selon des temporalités et des intensités différentes, et dans des contextes radicalement différents, en somme dans des conditions beaucoup moins favorables que celles qu'ont connues les pays du Nord.
- Historiquement exogènes aux sociétés locales et l'étant largement restés, les systèmes éducatifs des pays du Sud (particulièrement ceux d'Afrique subsaharienne) et les politiques éducatives qui les sous-tendent s'avèrent de plus en plus définis et pilotés par les exigences de la communauté internationale. En imposant son rythme de changement et une vision standardisée des problèmes, son implication croissante réduit progressivement l'autonomie des politiques éducatives nationales avec le risque d'en altérer la pertinence.
- Les pays eux-mêmes ont une lourde responsabilité dans la crise de leurs systèmes éducatifs. Leurs dysfonctionnements (notamment dans la gestion financière et des ressources humaines) et leurs trop faibles performances en viennent à remettre en

cause les fondements de l'institution scolaire. De quel avenir social, économique, culturel et politique peut être porteur un système éducatif qui « produit plus d'échecs que de réussites », ce qui est encore le cas pour nombre de pays ?

- L'éducation coûte cher, on dit aussi qu'elle n'a de prix. Au niveau national, les contraintes financières sont souvent réelles, imposant des choix difficiles ; il arrive aussi qu'elles cachent d'autres logiques. La communauté internationale doit de son côté mettre ses actes en conformité avec ses discours ; le besoin en financement de l'EPT est certes conséquent, mais il apparaît pourtant largement à la portée d'un monde qui n'a jamais été aussi riche.

Au niveau des systèmes éducatifs

- A l'heure des premiers bilans de l'EPT, plutôt pessimistes quant aux chances d'atteindre les objectifs fixés d'ici 2015, accroître l'offre est une nécessité, particulièrement dans les zones les plus défavorisées. Mais il apparaît tout aussi urgent de s'attaquer véritablement aux problèmes du contenu et de la qualité de l'éducation, de la trop faible efficacité des systèmes éducatifs et partant de la mesure des acquis scolaires.
- La question, très sensible, du niveau de formation et de salaire des enseignants mérite d'être posée dans toutes ses dimensions, de manière contextualisée, en regard de la place et du statut que la société entend accorder aux enseignants.
- Tout en jugeant souhaitable le principe d'une diversification de l'offre scolaire, le double processus d'affaiblissement des Etats et de privatisation croissante du secteur éducatif (selon des formes et des degrés très variables selon les pays) pose sérieusement question. Il conviendrait ainsi de mener des études approfondies sur le fonctionnement et les performances réelles d'un secteur privé du reste très hétérogène.
- Aussi souhaitable et nécessaire soit-il, atteindre l'objectif d'un enseignement primaire universel ne saurait suffire. Dans tous les pays, la question reste posée de l'articulation et de l'équilibre entre les différents niveaux d'enseignement (préscolaire, primaire, secondaire et supérieur), ainsi que de la place de l'enseignement technique et professionnel.
- Alors qu'a débuté en 2003 la décennie des Nations unies pour l'alphabétisation, il revient aux Etats, et à ceux de ses partenaires internationaux encore peu engagés, de prendre leur responsabilité en montrant que l'éducation non formelle constitue véritablement une composante essentielle de leur politique éducative, et que la lutte contre l'analphabétisme ne s'arrête pas aux portes des écoles et des centres d'alphabétisation.
- Parce que l'éducation participe du fonctionnement des sociétés et influe sur leur dynamique, il est essentiel que les politiques éducatives accordent davantage d'intérêt aux représentations et pratiques éducatives des familles, et qu'elles parviennent à les associer véritablement dans le développement de l'éducation scolaire.

Au-delà du champ scolaire

- L'EPT ne sera vraiment réalisable et ne prendra tout son sens qu'à travers une réelle prise en compte de l'interconnexion des droits, telle qu'elle découle du Pacte international relatif aux droits sociaux, économiques et culturels. Si, par exemple, l'éducation permet d'améliorer la santé et le développement économique, son accès (réussi) reste limité en raison des problèmes de santé et des situations de pauvreté.
- Avant toute considération d'ordre économique ou démographique, accroître la scolarisation des filles en vue de supprimer les inégalités liées au sexe constitue un impératif d'ordre moral et éthique. Pour des pays en développement fortement touchés par la crise économique et confrontés à un monde en pleine mutation, où les enjeux de l'éducation et du savoir s'avèrent particulièrement complexes et évolutifs, il est essentiel de mieux comprendre les contraintes, logiques et mécanismes des pratiques familiales en matière de scolarisation.
- Le travail non socialisant des enfants est une entorse à la notion de développement humain ; il constitue un obstacle majeur à l'éducation universelle. Mais l'élimination du travail des enfants est en elle-même une question complexe car l'un des principaux fondements du travail des enfants demeure la *pauvreté*. Sans une politique globale de transformation des conditions socio-économiques qui sous-tendent le travail des enfants, il sera difficile dans bien des cas de retirer les enfants du travail afin de les scolariser.
- Par son ampleur et ses effets spécifiques dans le domaine éducatif, le Sida constitue un problème d'une première urgence : il nécessite un besoin accru de recherche, des politiques adéquates et des moyens en conséquence, tant de la part des acteurs nationaux qu'internationaux.
- Dans un monde où les conflits internes se font de plus en plus nombreux, il apparaît important de documenter l'ampleur et les causes de la violence dans la société et à l'école. Il s'agit de mieux comprendre le rôle de l'éducation scolaire dans l'émergence de situations de conflits, mais aussi dans leur prévention et dans le processus de reconstruction sociale.
- La « crise » de l'éducation, avérée ou perçue comme telle, revêt manifestement une dimension intergénérationnelle, notamment en termes d'accès à l'emploi et au pouvoir politique, qui s'avère d'autant plus exacerbée dans des contextes de pauvreté et de croissance des inégalités.
- Education en matière de population, éducation à l'environnement, éducation pour la paix, éducation pour lutter contre le Sida, etc. La liste des missions assignées à l'éducation (formelle et non formelle), toutes pertinentes, ne cesse de s'allonger, alors que l'objectif d'acquisition des connaissances de base n'est souvent pas atteint. Cela souligne la nécessité d'une réflexion de fond sur les finalités de l'éducation et les moyens d'y répondre.

En matière de connaissances

- Dans ses conclusions, le Rapport de suivi de l'EPT 2002 note que « la couverture et la fiabilité limitées des données constituent un problème grave » ; un problème qui concerne à peu près toutes les questions abordées par cette synthèse. Alors que les indicateurs chiffrés prennent une importance croissante dans le suivi et l'évaluation des politiques, améliorer le fonctionnement et les capacités des services statistiques nationaux, et renforcer leur autonomie doivent être une priorité, tant nationale qu'internationale. Il conviendrait notamment de porter une attention accrue à la réalisation et à l'exploitation des recensements de la population.
- La connaissance n'est pas neutre. Alors que l'expertise internationale s'impose de plus en plus comme référence à la fois conceptuelle et scientifique, la production nationale d'une connaissance indépendante constitue un réel enjeu, en regard de la problématique de l'autonomie et de la pertinence des politiques éducatives, mais aussi démographiques et de développement. Ce qui passe par un nécessaire renforcement des capacités d'enseignement supérieur et de recherche sur le continent africain, particulièrement.

Au Nord comme au Sud, l'éducation scolaire est au cœur de l'évolution des sociétés, elle porte en elle-même le changement. Pour les pays du Sud, et notamment ceux d'Afrique subsaharienne, « l'Education Pour Tous », telle que définie dans ses textes fondateurs, fait face à de nombreux défis, mais représente assurément des enjeux majeurs pour leur développement futur. Dans la perspective d'un développement véritablement humain et durable, relever ces défis et répondre à ces enjeux nécessitent assurément de dépasser largement le champ proprement scolaire ; bien en deçà de la question du pilotage des systèmes éducatifs, doit être posée celle-ci : quelle éducation pour quelle société ?